



Les députés FN soutiennent le gouvernement Macron Barnier



Le 8 octobre, à l'Assemblée nationale, le premier ministre Michel Barnier a fait face à une motion de censure, déposée par la gauche. Le gouvernement de Michel Barnier a, grâce aux députés FN de Le Pen et Barella, échappé à la sentence.

Soutien de l'extrême droite

Les 141 élus d'extrême droite, lepénistes et ciottistes, assument ainsi d'être l'assurance-vie de l'exécutif Macron-Barnier, dont la gauche est l'unique opposante. La seule à continuer de réclamer l'abrogation de la réforme des retraites.

Controverse autour de la légitimité de Barnier

Jamais le premier ministre Barnier n'aurait dû se tenir là, comme si le 7 juillet et le succès de la gauche n'avaient pas existé. Lucie Castets, désignée par le nouveau front populaire, aurait dû avoir le droit de chercher à construire son gouvernement.

Soutien du FN et protection des grandes fortunes

Barnier est soutenu par le FN qui protège ainsi les 500 plus grandes fortunes françaises qui ont doublé en sept ans. Il s'agit pour le gouvernement Barnier de poursuivre le projet d'un président désavoué et affaibli et de continuer la politique d'austérité, avec en prime la dépendance au RN.

Débat sur les dépenses publiques

Le premier ministre soutient que « nous dépensons trop d'argent que nous n'avons pas ». Pourtant, la gauche a montré que l'argent existe bel et bien.

Collusion entre le RN et le gouvernement

Il reste que le fait que Michel Barnier soit adoubé par le RN est révélateur de l'arnaque antisociale lepéniste qui est de mèche avec Emmanuel Macron et les grands patrons du MEDEF.

Le plus vaste plan de licenciements des dernières décennies

10 000 salarié.e.s jeté.e.s comme les prospectus qu'ils et elles préparaient ou distribuaient pour le compte de leur entreprise, Milee. En cause, la gestion des derniers repreneurs aussi bien que l'inaction de l'État. Les salariés n'ont pas touché un centime depuis au mieux le mois d'août. « Comment se fait-il qu'on laisse crever les gens comme ça en France ? » L'indignation de l'avocate de la CGT, Alexandra Dupuy, évoque un désastre plus large encore.

Une nouvelle catastrophe industrielle en préparation

Milee compte parmi 180 autres plans de licenciement en cours actuellement. Une nouvelle catastrophe industrielle en préparation contre laquelle Sophie Binet appelle, pour la CGT, à agir avec un « moratoire » afin de « construire des projets alternatifs en mettant autour de la table tous les acteurs possibles ». Pour elle comme pour les communistes, le sacrifice des salariés et de l'outil industriel n'a rien d'inéluctable.

Pont de Suresnes, Hôtels Campanile et Première classe. Les femmes de chambre en grève



Une grève a commencé le 19 août 2024 au Pont de Suresnes et se poursuit depuis un mois. Quinze salarié.es des hôtels Campanile et Première classe du groupe Louvre hôtels y participent, avec plusieurs revendications :

Une augmentation des salaires de base indexée sur l'inflation
L'instauration d'une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat Jeux olympiques
L'arrêt des pratiques de déstabilisation des salarié.es de la part du manager, avec des procédures disciplinaires infondées
La réintégration d'une femme de chambre injustement licenciée et l'arrêt des menaces de licenciement à l'égard d'une autre.

Licenciement injuste et menaces

Une femme de chambre malienne a été licenciée. Elle travaillait à l'hôtel depuis 2013. Elle a eu un problème à son retour de son pays à cause de la perte de son titre de séjour, encore en cours de validité. La direction en a profité pour la licencié. Une autre femme de chambre est également menacée.

Rassemblement du 27 août

Le rassemblement du mardi 27 août avait réuni une trentaine de personnes. Parmi les grévistes présents, une majorité de femmes originaires du Mali, Sénégal, Congo, et trois hommes de ces mêmes pays. Tous sont syndiqués à la CGT-HPE (Hôtellerie de prestige et économique). Des salarié.es syndiqué.es de plusieurs autres hôtels de la chaîne étaient également présent.es ce jour-là, venus notamment des Campanile Tour Eiffel, Gennevilliers, Levallois, Torcy.

Historique des grèves

La majorité des femmes de chambre actuellement en grève étaient déjà présentes en 2012. Elles étaient à cette époque employées par une société de sous-traitance et ont obtenu d'être

intégrées dans le personnel de la chaîne Louvre hôtels en août 2013. L'arrêt de la sous-traitance n'a toutefois pas réglé loin de là, tous les problèmes. Il s'agit de la quatrième grève pour ces femmes, qui ont déjà fait grève en 2012, 2019, 2022.

Nouveau directeur et pratiques de déstabilisation

Depuis deux ans, un nouveau directeur est arrivé et a mis en place des pratiques de déstabilisation des salarié.es. On a assisté notamment à des ruptures conventionnelles, concernant quelques salarié.es. De nouvelles embauches sont parfois effectuées, avec une dégradation des contrats (volume horaire en baisse, nombre d'heures supplémentaires variable et forte modulation des horaires).

Rassemblement du 12 septembre

Le jeudi 12 septembre, un nouveau rassemblement s'est tenu devant le siège du groupe ; mais la direction a refusé de recevoir les grévistes. Des personnes sont utilisées par la direction pour casser la grève (probablement des intérimaires), ce qui est illégal.

Tentatives de négociation

Néanmoins, les grévistes avaient tenté des approches de négociations auprès de leur hiérarchie afin de mettre un terme au piquet de grève et reprendre au plus vite leur travail. Mais lors de la dernière réunion en date du 01 octobre, en présence de la secrétaire générale de l'UD CGT 92 et des élus(es), la direction de l'hôtel a irrévocablement rejeté les conditions exposées par les grévistes, les poussant ainsi par conséquent, à poursuivre leur grève illimitée non par choix mais contraints par la volonté d'une direction, qui aurait pour seul objectif stratégique de pulvériser le socle CGT au sein du CSE de l'hôtel.

Situation financière des grévistes

Les salaires des grévistes sont suspendus depuis le 19 août (une caisse de collecte

de fonds est à disposition des donateurs et via les réseaux). Leurs revenus mensuels (hors heures supplémentaires accomplies) varient autour du smic sur du temps-partiel. Certains sont en CDD à temps complet pour exécuter les corvées majoritairement exercées par des femmes en situation précaire, parcourant via les transports en commun de fastidieux slaloms depuis leur domicile respectif (93-94-78-92-75) pour courageusement et modestement gagner leur vie.

Perquisitionnés, menottés et placés en garde à vue pour "agression sonore"

Deux salariéés grévistes ont été privés de liberté, menottés comme des malfrats par la police de Rueil (ce qui est un abus puisqu'il n'y avait pas nécessité) le samedi 05 octobre, après la plainte de la direction de l'établissement hôtelier Campanile et Première Classe, situé au Pont-de-Suresnes, pour agression sonore. Motif : bloqués par la direction dans les locaux du CSE, le personnel en grève a continué d'utiliser sa sono.

Rassemblement devant le commissariat

Un rassemblement constitué de collègues grévistes, de délégués syndicaux CGT, des représentants du Parti communiste de Suresnes (Paule Ballut, Rodolphe Balensi et Gisèle Cailloux), de responsables de la CGT et d'élus(es) parlementaires, dont un sénateur et notre députée de Suresnes-Nanterre NFP Sabrina Sebaihi, se sont mobilisés devant le commissariat de police de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) pour exiger la libération des deux grévistes.

Entretien avec les gardés à vue

L'avocat mandaté par l'UD CGT 92 ainsi que notre députée et le sénateur ont pu s'entretenir avec les deux gardés à vue.

Libération des grévistes

Après de longues heures les deux grévistes ont recouvré leur liberté, sous les applaudissements euphoriques des présents soulagés, et dans l'attente de connaître la décision du Procureur.

L'opinion du PCF à propos 84e congrès des HLM à Montpellier

À l'issue du 84e congrès des organismes HLM, qui s'est déroulé du 24 au 26 septembre à Montpellier, le Parti communiste Français (PCF) alerte à nouveau sur l'ampleur et la gravité de la crise du logement. Après une économie de 15 milliards d'euros de l'État depuis 2017 sur les acteurs de la construction de logements, c'est une crise historique qui touche des millions de Françaises et de Français privés d'un logement digne et abordable. À cela s'ajoute la difficulté d'accéder à des prêts pour de nombreux ménages qui veulent acheter leur logement. Sans compter des investissements beaucoup trop faibles pour tenir nos objectifs climatiques dans ce secteur. Ce congrès a marqué ainsi une étape décisive en témoignant d'un consensus unanime autour de la nécessité de réponses urgentes et fortes face à cette situation.

Un consensus sur l'urgence de la crise du logement

Bailleurs et entreprises, élus de gauche comme de droite s'accordent sur l'ampleur et l'urgence de la crise du logement. Les débats ont mis en lumière les besoins pressants auxquels sont confrontés les ménages, les plus précaires comme les catégories moyennes, face à la montée des prix de l'immobilier, à l'attrition du marché locatif privé et l'explosion des meublés touristiques, à la diminution du parc de logements sociaux et à la persistance des inégalités territoriales.

Le PCF, acteur historique dans la défense du droit au logement, appelle à remettre d'urgence à l'ordre du jour une vraie politique en la matière, notamment par une augmentation massive de la construction de logements sociaux, l'accès aux prêts à taux 0% et le retour sur des politiques dont le seul effet a été de ralentir la réponse aux besoins.

Des mesures attendues font consensus et peuvent être mises en place rapidement :

La suppression de la Réduction de loyer de solidarité (RLS), une mesure injuste qui pèse lourdement sur les organismes

HLM et réduit leur capacité à investir **fermes du gouvernement** dans la rénovation et la construction. Au-delà de ces discussions et



La réduction de la TVA sur la construction de logements sociaux.

Un soutien accru aux primo-accédants par l'extension des prêts à taux zéro. L'augmentation de la taxe sur les résidences secondaires et des logements vacants, et la lutte beaucoup plus volontaire contre les meublés touristiques.

Un plan spécifique de rénovation énergétique des logements sociaux existants.

Un appel à la coopération pour une réponse politique forte

Le Parti communiste Français est prêt, comme il l'a fait dans le passé, à travailler avec toutes les forces progressistes et les membres du secteur HLM pour trouver un débouché politique à ce consensus. « Nous l'avons fait à la Libération, lorsque nous avons contribué à la reconstruction de la France et au développement du logement social, nous pouvons le faire aujourd'hui », a déclaré le porte-parole du PCF lors de la clôture du congrès. « Il est de notre responsabilité, au nom de l'intérêt général, de proposer des solutions concrètes pour garantir à chacun un toit. »

Le PCF appelle à des engagements

engagements partagés, le PCF appelle le gouvernement à prendre ses responsabilités et à mettre en œuvre ces mesures essentielles sans délai. Les moyens doivent être au rendez-vous pour construire, rénover, renforcer la loi SRU et faire en sorte que chaque citoyen puisse se loger dignement, dans des conditions qui respectent les exigences écologiques et sociales de notre temps.

D'autant que chaque milliard d'euros d'argent public investi se traduit en plusieurs milliards d'euros de chiffres d'affaires, d'emplois créés pour nos entreprises.

La lutte pour le logement doit être une priorité nationale

Elle nécessite des engagements politiques clairs et une mobilisation collective de tous les acteurs, pour la construction d'un grand service public au service de l'intérêt général.

Le PCF continuera de porter ces revendications dans les mois à venir, au Parlement comme sur le terrain.

Rénovation de la cité jardins à Suresnes

Il y a quelques mois, l'Eveil alertait les habitants actuels de la cité jardins sur l'objectif politique de la rénovation projetée par la ville de Suresnes, avec son partenaire Hauts-de-Seine Habitat.

Aujourd'hui, les choses se précisent et apparaît en grand un projet déstructurant pour les habitants avec une requalification de la cité. Dans un premier temps, 822 logements feront l'objet de travaux importants, réalisés en plusieurs phases, jusqu'en 2030.

Sous couvert de mixité sociale (qu'on n'évoque jamais dans les constructions des promoteurs), et d'améliorer la qualité de vie des habitants tout en favorisant sa transition écologique, c'est pour la droite la volonté d'imposer un changement de population. Une sorte de grand remplacement si nous n'y prenons pas garde.

La rénovation thermique des logements est certes un objectif nécessaire positif. Cela nécessite pour 500 logements de les vider des locataires actuels, puisque les travaux seront faits, vides de résidents.

Le projet de la droite est, à travers le thème de revalorisation, d'élever de manière importante les loyers et de vendre un maximum de logements.



Rien à Suresnes dans le cadre de la fête des sciences

Alors que la fête des sciences se déroule dans le pays à travers toute une série d'initiatives, il est notable que la ville de Suresnes ne s'associe en rien à cette démarche porteuse de solutions pour l'humanité sur la planète.

Il est vrai que la droite qui dirige les activités de la ville a préféré laisser partir le centre de recherche aéronautique d'Airbus au profit de l'installation d'une école de commerce privée aux tarifs onéreux.

Il en va de même avec le centre de recherche de Servier qui quitte Suresnes, la Mairie autorisant la destruction de bâtiments industriels au profit d'un promoteur immobilier.

Avec le PCF je passe à l'action !

_____ **J'adhère au Parti Communiste Français**

_____ **Je souhaite recevoir l'Éveil numérique**

_____ **Je souhaite recevoir les informations**

générales du PCF

Nom : Prénom :

Adresse

Courriel : Tél.

À retourner : **PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes**

Tél : 06 44 74 40 87

Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com